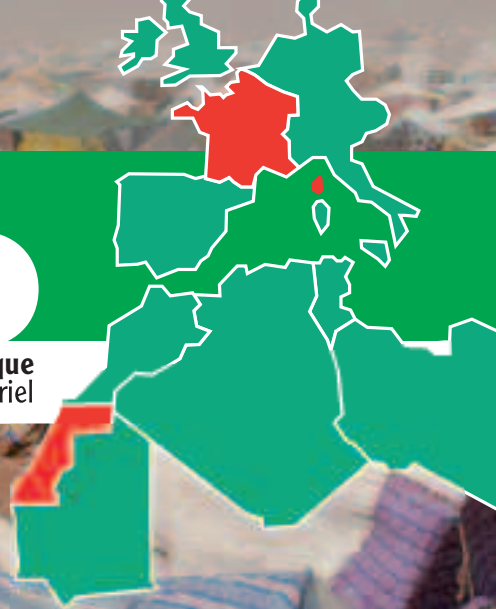


Sahara Info

Bulletin de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique
Numéro 153/154 – novembre 2010 à mars 2011 – 3,50 € – trimestriel



GDEIM YZIK, PRÉLUDE AU PRINTEMPS DES PEUPLES

Depuis la dernière parution de notre journal, sorti en octobre 2010 juste au moment où se tenait au Mans la 36e EUCOCO, l'actualité a bouleversé le cadre politique et social de la région Maghreb-Machrek. Le mouvement populaire a été suffisamment puissant en Tunisie et en Egypte pour défaire les deux dirigeants, devenus au fil des années de véritables potentats, accapareurs de tous les pouvoirs et de toutes les richesses. Ailleurs, en Libye, au Yémen, au Barhein la situation est plus confuse, mais là aussi les conditions sont réunies pour que des transformations radicales s'imposent. Printemps des peuples? **Et au Sahara occidental que s'est-il passé?**

Nous disons sans nous lasser, et avec nous Noam Chomski, éminent intellectuel américain, que ce grand mouvement des peuples a commencé en octobre à El Aïoun! En effet le grand retrait de la ville d'El Aïoun, engagé par des milliers de Sahraouis à partir du 12 octobre 2010, pour dire la fin de leur longue patience et leur refus de la présence marocaine a été à l'échelle de la population sahraouie d'El Aïoun, un mouvement spécifique massif. Comme en Tunisie, comme en Egypte ce mouvement a d'abord été engagé par les jeunes et a vite débordé par son ampleur les prévisions de ses premiers initiateurs. **Mais ce mouvement n'est pas encore victorieux!**

L'armée et la police marocaine ont réagi le 8 novembre en démantelant brutalement le camp et en essayant par de très nombreuses arrestations de casser le mouvement populaire et de le priver de ses cadres. Cependant, nous observons que les 150 prisonniers n'empêchent pas depuis novembre, les Sahraouis de très régulièrement manifester...

En réaction, le pouvoir marocain hésite! Il poursuit là où c'est possible ses pratiques d'intimidation, en Europe dans les réunions organisées en faveur des Sahraouis, au dernier Forum social mondial de Dakar mais simultanément, il reçoit en février les mères et épouses des 20 prisonniers de Salé à l'isolement depuis décembre. Ces hésitations sont liées bien sûr aux inquiétudes de la monarchie marocaine qui craint, comme tous les dirigeants de la région, la contagion! La défense de la marocanité du Sahara comme grande cause nationale, ne pourra plus servir aujourd'hui et sauver comme en 1975 le trône chérifien! **La Communauté internationale doit cette fois-ci sérieusement y veiller et saisir l'opportunité de ce souffle démocratique tout autour de la Méditerranée pour faire avancer l'application du droit international et tout particulièrement, le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.** Ses positions et ses messages doivent être clairs et toujours les mêmes.

Ce n'est pas l'exemple que donne l'UE! Qui d'un côté adopte des textes favorables au respect des droits des Sahraouis et de l'autre prend des engagements, comme la prolongation de l'accord de pêche, très complaisants à l'égard du Maroc. Aussi, la prochaine étape c'est l'élargissement des mandats de la MINURSO au contrôle du respect des droits de l'homme au Sahara occidental et dans les campements de réfugiés. La France doit enfin s'y engager lors de la prochaine réunion du Conseil de sécurité en avril. Le message envoyé à tous les Marocains sera clair et mieux entendu, capable de préparer les esprits et le terrain à l'échéance suivante, un référendum d'autodétermination!

R. Villemont Présidente, M. Millet-Szatan, Secrétaire générale de l'Association des Amis de la RASD

Des livres pour mieux connaître les Sahraouis

« Le cri des pierres »

Essai de Jean-François Debargue
édition Khartala

Jean-François est un français, ancien agriculteur normand, qui travaille une partie de son temps, dans les campements, en particulier dans les jardins et la bergerie d'El Aïoun. Il tient depuis son arrivée à El Aïoun, un journal qui lui a permis d'écrire cet essai témoignage indispensable pour comprendre ce qui se passe là-bas.



« Avec les Sahraouis, une histoire solidaire de 1975 à nos jours »

de Régine Villemont

Ce livre raconte le chemin parcouru pendant 34 ans par les Sahraouis, en quête de leur liberté aux côtés de tous ceux qui en France, en Europe et en Algérie ont soutenu et soutiennent leur revendication à l'autodétermination et à l'indépendance.

Livre disponible pour les abonnés auprès du secrétariat de l'AARASD

bur.aarasd@wanadoo.fr

(Coût total 25 euros port compris)

Sommaire

P 2-4 **Actualité au Sahara occidental**

P 5 **Bilan humain de Gdeim Izik**

P 6 **Femmes et mères de Salé**

P 7 **Voyages au Sahara occidental quels enjeux ?**

P 8 **36^e Conférence EUCOCO**

P 9 **Après le jasmin, le laurier rose Forum social mondial**

P 10 **Nouvelles de la RASD**

P 11-14 **Solidarités en France**

P 15-16 **Célébration de l'anniversaire de la RASD**

Début d'année exaltant au Maghreb et au Machrek !



Rassemblement à El Aïoun.

Les victoires des peuples en Tunisie et en Egypte, et sans doute ailleurs... qui imposent le respect de leurs droits et construisent de nouvelles institutions démocratiques, rendent désormais leur dignité à tous ces anciens peuples colonisés, stigmatisés pour leur attachement à une religion soit disant archaïque, où la gouvernance autoritaire et liberticide semblait aller de soi.

Cette exaltation, très partagée aujourd'hui, nous la vivons d'autant plus intensément, que nous dénonçons depuis 35 ans, la mécanique autoritaire et liberticide du Makhzen, ce système monarchique qui concentre tous les pouvoirs dans les mains d'un sultan à la fois temporel et sacré, qui a non seulement opprimé le peuple marocain mais broyé le peuple sahraoui, lui refusant depuis 1975 son droit à s'autodéterminer.

La monarchie marocaine a lâché un peu de lest depuis l'arrivée de Mohamed VI, mais la concentration des pouvoirs autour du roi demeure et la volonté de rester au Sahara occidental, n'a jamais faibli, bien au contraire, puisque le roi du Maroc a rejeté aux oubliettes, depuis 2004, toute idée de référendum.

Au peuple marocain aujourd'hui de dire ce qu'il souhaite.

Le peuple sahraoui quant à lui s'était déjà exprimé de manière spectaculaire quelques semaines

avant les premières révoltes de la rue tunisienne, renouvelant de manière courageuse son engagement de 1973 en faveur de l'indépendance. Souvenir, maintenant, des images internet projetées dans la salle du Palais des Congrès du Mans, pendant la 36^e Conférence européenne du soutien au peuple sahraoui, qui nous faisaient découvrir pour la première fois, les milliers de tentes dressées depuis la mi-octobre à 12 km, à l'Est d'El Aïoun et entendre des paroles de liberté et de dignité. Cet élan qui a poussé les familles sahraouies à participer à un exil volontaire, en se retirant de la ville coloniale, serait-il mieux compris aujourd'hui alors que des millions de personnes revendiquent tout autour de la Méditerranée cette même volonté de dignité et de démocratie ?

Ce qui s'est passé à Gdeim Izik, du 10 octobre au 8 novembre 2010, n'a pas été à ce moment là, ni compris ni évalué à sa juste mesure, les journaux n'ayant couvert l'événement qu'au moment du démantèlement du camp, le 8 novembre.

Cette absence d'information témoignant du faible intérêt des journaux et des grands médias audiovisuels pour ce qui se passe au Sahara occidental et surtout des entraves dressées par les autorités marocaines à toute tentative de reportage. Les journalistes comme les associations espagnoles en particulier les plus attentifs à l'actualité du Sahara ont été régulièrement empêchés d'y entrer; les images internet projetées au Mans nous donnant le sentiment d'avoir été « volées ».

L'engagement formidable des peuples depuis quelques semaines s'est imposé aux journaux et aux télévisions d'autant que sur le terrain la communication internet est devenue un redoutable concurrent des médias traditionnels.

Alors il est urgent que les journalistes, les hommes politiques et leurs multiples consultants, s'intéressent aussi aux régions plus éloignées ou peu documentées, autour desquelles les entraves mises à toute information sont réelles et encore efficaces. C'est ainsi au Sahara occidental !

Seule la grève de la faim d'Aminatou Haïdar en décembre 2009 a pris une ampleur médiatique, telle, que les autorités marocaines ont du céder alors que très régulièrement les prisonniers politiques sahraouis mènent des grèves de la faim très dures sans écho et sans résultat.

Pourquoi ? La longue grève de la faim menée par Aminatou a eu lieu en Espagne, à Lanzarote, hors de portée de la censure ou de la propagande marocaine.

Qui s'intéresse aux 600 disparus Sahraouis, jamais retrouvés morts ou vifs, aux 130 prisonniers politiques, dont 20 au secret depuis novembre, aux rassemblements vite dispersés qui s'organisent presque quotidiennement dans les principales villes du Sahara occidental ? Il faut aller à la recherche de ce qui est caché, des expressions qui peuvent sembler minoritaires... Un aller-retour rapide à El Aïoun, piloté par les autorités marocaines sur place bien rompues à ce genre d'exercice, ne suffit pas pour comprendre et prévoir...

Au Sahara occidental, une longue patience.

Inutile de rappeler dans notre journal, la longue patience des Sahraouis qui subirent plus cruellement que tout autre les années de plomb du règne d'Hassan II. La disparition forcée, reste encore aujourd'hui pour la plupart des familles, une tragédie.

Depuis la mort d'Hassan II et le départ du ministre Basri, notre journal a régulièrement rendu compte des premières tentatives de réaction, de création d'associations, même si la royauté n'abaissant jamais complètement la garde, maintenait sur place assez d'armée et de police pour réprimer quand les manifestations prenaient de l'ampleur, ainsi en 1999 et en 2005.

Résistance difficile, mal connue car peu nombreuse, à l'échelle de la population sahraouie résidant au Sahara occidental, mais continue et manifestant ainsi la permanence du refus de la présence coloniale marocaine et de l'attachement à l'identité sahraouie, chargée de la promesse de l'indépendance.

Cette résistance a un prix, pour tous ceux qui y participent : prison, maisons détruites, pertes de l'emploi, précarité, elle donne ainsi la mesure de l'importance du mouvement de Gdeim Izik qui rassembla jusqu'à 20 000 personnes, soit 40 à 50 % de la population sahraouie d'El Aïoun.

Les observateurs, journalistes, hommes politiques quant à eux sont davantage sensibles à la propagande marocaine qui présente depuis quelques

années, une vitrine avantageuse du développement des territoires sahraouis occupés, tout en « *vendant* » la solution d'autonomie jugée plus réaliste que le référendum d'autodétermination refusé depuis 2004 par Mohamed VI.

Le camp de Gdeim Izik, une protestation pacifique et spécifique

C'est dans ce contexte qu'une protestation pacifique s'est développée à El Aïoun, des tentes par milliers installées à l'extérieur de la ville pour se retirer en un exil volontaire et refuser ainsi l'aliénation de la ville dominante, rassemblant des milliers de familles exprimant une exaspération, une patience arrivée à sa fin et une volonté d'affirmer sa dignité... Comme en Egypte, comme en Tunisie...

Ce départ volontaire vers le désert, réussi en octobre à El Aïoun, n'était pas la première tentative. En juillet déjà, plusieurs sorties avec des tentes furent tentées, mais vite repérées par la police, aussi bien à El Aïoun qu'à Smara, Boujdour. En septembre, un très long sit-in de 23 jours fut organisé par les jeunes. L'idée faisait son chemin. Le mouvement est lancé dans la clandestinité et prend très vite une grande ampleur. Le mouvement principal débute les 10 et 12 octobre avec tout de suite l'engagement de plusieurs centaines de personnes. En dépit de leur encerclement par la police et l'armée qui essaient d'isoler le camp en construisant des murs de sable et de barbelés, le mouvement se développe et rassemble à son maximum plus de 20 000 personnes et 7 000 tentes.

D'autres installations sont tentées mais sont aussitôt rasées, à Smara, le 16 octobre à Boujdour le 14. C'est une gestion rigoureuse qu'un tel nombre nécessite qui s'organise bien et très vite pour assurer sécurité et approvisionnement de toutes ces familles. Un comité de dialogue de 9 personnes est également élu, pour assurer le contact avec les autorités. Avec une grande maturité et conscience, le comité de dialogue n'acceptera comme interlocuteur que des représentants de l'Etat marocain, les autorités locales s'étant depuis longtemps déconsidérées, sont peu dignes de confiance et surtout sans pouvoir.

La surveillance du camp par les autorités policières et par l'armée marocaine est omniprésente et fait une première victime le 24 octobre. La police ouvre le feu sur une voiture qui tente d'entrer avec des vivres, un enfant de 14 ans est tué et 7 personnes blessées.

Le 8 novembre l'assaut contre le camp est donné au petit matin !

La veille de ce jour, le 7 novembre, Jean-Paul Lecoq, député-maire de Gonfreville l'Orcher, prenait l'avion pour le Maroc, à la rencontre de cette résistance. Il fut arrêté à Casablanca et empêché de poursuivre son voyage. Grave affront diplomatique infligé à un élu français, mais la République sait se montrer magnanime avec un régime ami !

Marie-Thérèse, militante de l'association des amis de la RASD qui l'accompagnait, sans doute moins connue, put atteindre dans la nuit El Aïoun et se trouva le 8 au matin à l'hôtel mekka, au centre-ville. Elle nous a longuement raconté : « *La rue n'a été calme que quelques minutes, les ambulances et les fourgons de police remontaient l'avenue en direction du camp, un hélicoptère survolait notre secteur. A plusieurs reprises j'ai posé des questions aux gens de rencontre ? des réponses évasives, problèmes sociaux, certains parlant des Sahraouis. Et en quelques instants, toute l'avenue s'est fermée, les commerces, les terrasses de café, quelqu'un a crié, c'est le relais TV qui brûle ! Au pas de course j'ai regagné mon hôtel, évitant un groupe de jeunes pourchassés par la police, pavé à la main et matraque de l'autre. Dans l'après-midi je décide de rentrer, incapable de trouver au téléphone tous ceux que je devais contacter, téléphones coupés et premiers militants arrêtés comme Naama Asfari »*

Que s'est-il passé ce 8 novembre et les jours qui ont suivi ? quelques journalistes s'y sont déplacés, plutôt orientés par les autorités, ils ont pu « apprécier » l'ampleur du démantèlement et de la répression mais sans comprendre ce qui venait de se passer à travers l'installation de ce camp et l'engagement de milliers de personnes, brutalement dispersées.

Une mission d'enquête internationale sollicitée par le Mexique au Conseil de sécurité, pour aller sur place, n'a pas dépassé le refus français et n'a pas encore eu lieu ! Par contre plusieurs associations des droits de l'homme se sont rendues à El Aïoun et ont publié des rapports, ces différentes sources sont concordantes (Amnesty International, AMDH, HWR, ASVDH).

L'association marocaine (AMDH) comme l'association sahraouie (ASVDH) indiquent la bonne organisation du camp qui à mesure de son développement s'est doté de moyens pour fonctionner et pour entrer en contact avec les autorités à travers un « *comité de dialogue* ».

Pendant quelques semaines, ces milliers de familles rassemblées sont devenues actrices de leur destin et de leur histoire, de nombreux témoignages rapportés parlent de « *enfin on se sent libres, on se sent chez soi* », et ont souhaité obtenir des autorités marocaines, en usant de moyens raisonnables, des solutions à leurs problèmes de logement, de travail estimant à juste titre être marginalisés dans leur propre pays.

Les prises de position plus politiques abordant l'autodétermination et l'indépendance viendront plus tard quand le démantèlement brutal du camp imposera de s'affronter aux autorités de police et à l'armée et entraînera des expressions plus radicales.

Le rapport de l'ASVDH, dont plusieurs militants participaient à la vie du camp, insiste sur l'engagement de la police et de l'armée qui tentent d'empêcher le développement du camp et de nouvelles arrivées et souligne que cet appareil sécuritaire contraste avec les déclarations apaisantes



Campement de Gdeim Izik octobre 2010 Photo de Lise et Tony

du porte – parole du gouvernement. Celui-ci déclarant le 21 octobre « ces revendications sont sociales et économiques, un dialogue est engagé, cette cause est légitime ». Le décès d'un enfant impose aux autorités de prendre davantage au sérieux le problème. Trois gouverneurs sont dépêchés sur place, Brahim Boufousse, Mohamed Tricha et Mohamed Librahimi. Ils tiennent plusieurs réunions avec les 9 membres du comité de dialogue sans trop de succès, des promesses sans engagements, des manœuvres avec distribution de « cadeaux » davantage pour diviser que pour satisfaire aux premières demandes. Le dialogue est rétabli avec la venue du Ministre de l'intérieur, Tayeb Cherkaoui qui aboutit à un accord suivant lequel l'Etat marocain s'engage à répondre étape par étape aux demandes relatives au logement et au travail, cet accord débutant le 8 novembre.

L'ASVDH indique dans son rapport que personne ne comprend alors le volte-face des autorités qui prétendent que le dialogue a échoué, que dans ce camp des femmes et des enfants sont séquestrés et que les négociateurs sont des assassins!

Le camp est alors démantelé très brutalement avec canons à eau, bombes lacrymogènes, intrusions brutales de militaires en 4X4 qui détruisent les tentes sans même s'assurer qu'elles sont occupées.

Pourquoi un tel volte-face et un tel cynisme des autorités ?

Le succès remporté auprès de la population d'El Aïoun, qui ne se démentait pas au bout d'un mois, qui sans cesse alimentait le camp de Gdeim Izik de son active présence, la couverture médiatique qui commençait à populariser ce mouvement en Espagne en particulier, risquant de compromettre durablement l'image d'un Sahara tout entier dévoué au Maroc, sont apparus de plus en plus

dangereux aux autorités. Elles ont alors repris leurs habituelles pratiques, trompant la population, pour venir à bout plus vite de cette résistance. Il s'agissait à la fois de casser un mouvement populaire et de le priver, en les emprisonnant, de ses responsables.

Quel est aujourd'hui le bilan de cet immense espoir suscité par le camp de Gdeim Izik ?

Des morts de part et d'autre ! 11 parmi les forces de sécurité marocaine, exceptionnel depuis 35 ans, comme était sans doute exceptionnelle la mobilisation populaire et la rage provoquée par le soudain démantèlement du camp. Le 12 novembre les associations sahraouies dénombrèrent aussi dans leur rangs, 11 morts, 723 blessés et 159 disparus correspondant pour la plupart aux prisonniers retrouvés quelques jours plus tard par leurs proches dans les commissariats ou les prisons.

Et maintenant ? Le risque du silence !

Les Sahraouis les plus déterminés sont en prison ou cachés. L'accès au territoire reste difficile et filtrée. Plus de 130 Sahraouis sont en prison, à El Aïoun et Salé et risquent, au terme d'improbables procès, des condamnations très lourdes.

L'actualité régionale peut modifier cette première appréciation. Mais il reste que la justice marocaine est aux ordres du pouvoir. Mais il reste que la propagande nationaliste contre les Sahraouis et le Polisario produit des effets pervers et dangereux. Depuis 2005, les colons marocains installés au Sahara occidental participent avec les encouragements généreux des autorités à la chasse aux Sahraouis. Au Sahara et plus récemment au Maroc, quand par exemple des équipes d'avocats en robe vocifèrent et agressent les familles sahraouies

présentes au tribunal ou s'en prennent avec une violence verbale et même physique aux observateurs étrangers présents.

Ce 26 février alors que se tenait à Dakhla, deuxième ville du Sahara, un festival de musique et de sports nautiques, 300 à 400 jeunes marocains à la sortie d'un concert se sont attaqués aux maisons des Sahraouis en provoquant dégâts matériels et corporels et en créant une panique sans que la police juge bon d'intervenir ! le lendemain en protestation une centaine de Sahraouis ont manifesté dans les rues de Dakhla.

Alors, restons en contact avec les prisonniers sahraouis par des courriers, par des missions civiles, en se rendant aux procès.

Alors restons en contact avec la population en convaincant journalistes et élus de s'y rendre.

Alors soutenons les mobilisations en direction des institutions internationales pour accélérer les enquêtes, la libération des prisonniers et surtout l'application du droit international qui passe d'abord par l'élargissement du mandat de la MINURSO à la surveillance du respect des droits de l'homme et la mise en œuvre du référendum. Les récentes déclarations du Président Sarkozy rappelant l'attachement de notre pays au respect des droits de l'homme, ne peuvent que nous rassurer sur les prochaines prises de position de notre pays au Conseil de sécurité !

Et surtout envoyons des messages aux Marocains de bonne volonté pour qu'enfin ils pèsent dans leur pays en faveur de négociations sérieuses et loyales qui aboutissent à un règlement politique et à l'autodétermination des Sahraouis, conclusion démocratique indispensable et utile pour tous les peuples concernés.

Régine Villemont



Quel bilan humain après le démantèlement du camp de Gdeim Izik ?

Depuis novembre, les deux associations des droits de l'homme sahraouies, ASVDH et CODAPSO, ont publié deux rapports très instruits de ce qui s'est passé à Gdeim Izik et du relevé précis des arrestations et des atteintes aux biens et aux personnes. Ces deux rapports sont consultables sur le site internet www.arso.org.

En reprenant le bilan précis établi par les associations sahraouies, voilà quel est l'état de situation en mars 2011. Dix personnes ont été blessées le 8 novembre avec des balles réelles suivant les témoignages de leurs parents quand ceux-ci les ont retrouvés dans les prisons ou les commissariats. A la prison de Salé, vingt personnes sont actuellement détenues, dans des conditions strictes d'isolement avec possibilité récente d'une visite familiale par semaine. Leur dossier est ou sera instruit par des

juges du tribunal militaire de Rabat et si rien ne bouge, ils risquent la vie ou au moins de très lourdes peines. Six d'entre eux faisaient partie du comité de dialogue ou organisateur, et à ce titre ont discuté jusqu'à la fin avec les autorités marocaines pour être ensuite dénoncés comme voyous. Cinq autres sont responsables associatifs, en particulier Naama Asfari, vice-président du CORELSO, association des DDH franco-sahraouie. Les autres, simples « déplacés » de Gdeim Izik ont connu les mêmes conditions cruelles d'arrestation et d'interrogatoire. D'après les témoignages recueillis auprès de leurs familles, ils ont été soumis soit à la torture, soit aux viols, soit aux mauvais traitements soit à tout. Cent cinq personnes ont été arrêtées entre le 8 et le 13 novembre et sont actuellement détenus à la prison d'El Aïoun, que les sahraouis appellent « la prison noire » (quatre avaient déjà été arrêtés le 24 octobre).

Des Sahraouis sont en liberté provisoire et seront poursuivis par la Chambre criminelle de la Cour d'Appel d'El Aïoun, quarante deux personnes arrêtées les 8 et 9 novembre et libérées entre le 12 janvier et 15 février 2011. Quatre Sahraouis ont déjà été libérés après avoir purgé leur peine, arrêtées le 9 novembre et libérées le 10 janvier 2011. C'est sans doute près de soixante dix maisons de différents quartiers d'El Aïoun et de communes voisines qui ont été plus ou moins gravement endommagées par des raids de l'armée, police ou forces auxiliaires au moment du démantèlement et plusieurs jours après. En même temps de nombreux civils ont subi coups et blessures.

Il faut également noter d'après les témoignages recueillis que les civils marocains qui ont participé à des actes de violence ou de vandalisme n'ont pas été inquiétés ou envoyés en prison.

Les institutions européennes, au vu de la situation au Sahara occidental et à El Aïoun, réagissent rapidement. Le Parlement comme la Commission sont attentives à la situation des Sahraouis et plaident en faveur d'un référendum d'autodétermination.

Le Parlement adopte une résolution le 25 novembre 2010 qui prend en compte la situation particulière liée à la constitution du camp de Gdeim Izik et à son brutal démantèlement.

Cette longue et très complète résolution manifeste l'engagement du Parlement européen en faveur du respect des droits des Sahraouis et plaide résolument pour une solution politique qui permette l'application du droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. Elle appelle à la tenue d'une enquête internationale indépendante en vue « de clarifier les

événements, les décès et les disparitions ».

Lors de la tenue de la neuvième session du Conseil d'Association UE-Maroc le 13 décembre 2010, l'UE déclare (alinéa 24 de la déclaration) :

« L'UE reste préoccupée par le conflit du Sahara occidental et ses conséquences et implications régionales. Elle regrette les derniers événements et les violences ayant entraîné des pertes de vies qui ont eu lieu à El Aïoun. Elle estime que les parties doivent faire preuve de retenue et mettre tout en œuvre pour que de tels événements ne se reproduisent plus. Elle soutient pleinement les efforts de la SG des Nations Unies et de son envoyé personnel en vue de trouver une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permettra l'autodétermination du peuple du Sahara occidental comme le disposent les résolutions des Nations Unies ».

Le député Lecoq interdit de Sahara, le comité de jumelage proteste !

Ce 8 novembre 2010, le comité de jumelage dénonce le sort qui a été réservé à son député-maire, Jean-Paul Lecoq, bloqué à Casablanca toute une nuit et interdit de voyage à El Aïoun. C'est une atteinte grave aux droits de déplacement d'un représentant du peuple français. Il rappelle son jumelage avec un camp réfugié, Jréfia et son attachement à l'application du droit à l'autodétermination des Sahraouis. Il dénonce les atteintes aux droits de l'homme qu'ont eu à subir les populations sahraouies à cette période.

Femmes et mères de Salé !

Témoignage et photo envoyée par notre correspondante, Claude Mangin.



Les femmes et les mères de prisonniers devant l'administration pénitentiaire

Juste avant de terminer le journal nous avons reçu un long texte de Claude de retour d'une visite de prison auprès de son mari, Naama Asfari. Texte magnifique qui dit avec sincérité et précision l'histoire si souvent répétée des femmes ou des mères qui rendent visite à leur « prisonnier politique ». Difficile de le reproduire in extenso. Voilà quelques extraits.

Le lundi est jour de visite de la famille Asfari à la prison de Salé. Khaddad le frère de Naama nous a donné rendez-vous à la gare.

[...] Je suis zen... je connais... et l'ambiance est moins lourde que le 9 décembre dernier. Nous sommes conduits au parloir. Naama est de l'autre côté du double grillage, il est souriant et content de nous voir. Il me confirme la date de la grève de la faim, grève d'avertissement. [...] Je lui parle de la prochaine réunion de Naples, des observateurs. [...] la visite a duré une demi-heure.

Conseil des droits de l'homme

Présence sahraouie et européenne pendant les travaux du Conseil des droits de l'homme à Genève au même moment, le 18 mars le BIRDSHO tient son Assemblée Générale et organise une conférence-débat sur le sujet des droits de l'homme et des relations avec le Conseil.

2^e forum des Observateurs

Naples / février 2011

Cette nouvelle réunion européenne fait avancer de manière très positive toutes les questions qui se posent à chaque procès de prisonnier politique sahraoui et l'indispensable coordination des initiatives. Elle rassemblait à la fois les militants et des avocats européens et sahraouis et va sûrement aider chacun des comités européens, dans la suite de l'atelier d'Euoco, à mieux intervenir et de manière coordonnée au Sahara occidental.

La gardienne m'emmène chez le directeur qui a demandé à me voir. Je lui dis que Naama va bien mais que cet isolement ne peut plus durer. Ça va changer me dit-il ! Soyez patiente !

Je retrouve à la sortie les dames sahraouies qui viennent aussi pour leur tour de visite. Nous nous retrouvons dans la petite maison louée à Salé par les familles des vingt prisonniers de Salé pour être sur place et mieux organiser les visites autorisées, une fois par semaine par famille. Émotion des retrouvailles et d'un destin commun. Cette maison ne sert pas seulement de point de chute pour les familles, c'est un lieu de rassemblement et de réaction.

Un sit-in est programmé devant la Délégation Générale de l'Administration Pénitentiaire, des journalistes espagnols sont présents. Nous sommes douze femmes à nous regrouper devant le bâtiment, avec un peu d'hésitation d'abord, il y a beaucoup de police en tenue et en civil mais nous déployons la banderole et chacune tient le portrait de « son prisonnier ». On prend des photos, des passants lisent la banderole ! Que va-t-il se passer ?

Au bout de 30 minutes, quelqu'un nous appelle...

Et nous sommes reçues par M. Ben Hachem, délégué général. Discours de bienvenue ! Les femmes sahraouies présentes sont appelées à prendre la parole ! Elles posent beaucoup de questions surtout, date du procès, conditions d'incarcération, visites, soins médicaux, nourriture.

[...] La réunion a duré une heure avec quelques engagements, lecture du Coran autorisée, de l'eau

minérale pour les quatre malades, une visite exceptionnelle pour la fête du Mouloud.

Cependant comment expliquer que nous ayons été reçues si vite et écoutées à défaut d'être entendues ? Nous sommes à quelques jours de la manifestation appelée par face-book et chaque service du royaume doit régler au mieux ses problèmes, éviter les vagues et protéger le trône.

Car ce M. Ben Hachem qui est apparu si souriant a participé à la guerre du Sahara et a été bien formé par le ministre Basri. Les sahraouis me font aussi remarquer que depuis novembre seuls huit détenus sur vingt ont été auditionnés par le juge d'instruction militaire !

Le lendemain nous rencontrons M^{me} Amina Bouaayach, présidente de l'OMDH, qui s'entretient avec attention avec les femmes sahraouies présentes. Nous lui proposons un texte qui reprend les principaux termes de notre conversation avec M. Ben Hachem et ses engagements. Elle s'engage à suivre leur application.

[...] Puis nous sommes très bien reçues à l'Ambassade américaine par la deuxième conseillère, Juli S Kim. [...]

En conclusion et de la part de la rédaction du journal ! Soyons nous aussi acteurs de cette situation en nous adressant régulièrement à ces dizaines de prisonniers et en le faisant savoir !

Pour toute info sur le parrainage des prisonniers sahraouis, écrire à l'adresse suivante : bur.aarasd@wanadoo.fr

Voyages au Sahara occidental, quels enjeux ?

Le territoire du Sahara occidental fut longtemps un espace ignoré. Guerre, occupation, les autorités marocaines l'ont pendant des années maintenu à l'abri des regards, pour mieux y imposer leur occupation. La situation change peu à peu. Le Sahara est davantage devenu enjeu économique et le Maroc voudrait en faire une de ses vitrines de bonne gouvernance et de développement. C'est ainsi qu'il y invite des délégations officielles. Une autre face existe et elle est plus sombre, c'est celle des militants sahraouis et des protestataires de Gdeim Izik.

A l'initiative des groupes d'amitié France-Maroc, un groupe de Sénateurs en septembre 2010 et une dizaine de députés en janvier 2011 ont répondu favorablement aux invitations de leurs homologues marocains.

Pourquoi pas ! Ces voyages officiels et amicaux de la part des représentants du peuple répondent aux formes habituelles d'un voyage en pays ami et allié. Hospitalité largement déployée et complaisances de la part des invités. Il faut renvoyer au pays hôte l'image flatteuse qu'il attend de telles missions.

Mais dans le cas des Sénateurs comme dans celui des Députés il s'agit de bien autre chose ! Les uns et les autres sont allés au Sahara occidental ou plutôt dans « *les provinces du sud* » et

c'était là le seul objectif de telles visites. Il était nécessaire et ce fut très très largement médiatisé dans la presse officielle marocaine, que des élus français se rendent dans un territoire prétendument marocain, alors qu'aucun pays au monde ne reconnaît la souveraineté marocaine au Sahara occidental, et s'enthousiasment devant cette magnifique vitrine de développement et de bonne gouvernance.

Pourquoi pas aussi, soutenir avec conviction la solution marocaine de l'autonomie alors que la France vote régulièrement les résolutions du Conseil de sécurité qui recommandent chaque année la tenue d'un référendum d'autodétermination pour le peuple sahraoui ?

On attend des élus davantage de prudence et de respect du droit international !

La situation à El Aïoun en octobre, constitution d'un camp de milliers de personnes et son brutal démantèlement, n'a pas troublé nos élus, fort de leurs convictions nourries à la propagande marocaine.

Il faut bien sûr prendre date et demander des explications à nos élus. Les Sénateurs nous ont reçu avec une courtoisie habituelle à cette assemblée sans que les informations transmises ou l'observation de ce qui s'est passé à El Aïoun quelques semaines plus tard ne les fassent douter de leurs certitudes.

Une mission syndicale européenne s'est rendue à El Aïoun les 24, 24 et 25 janvier suite aux engagements pris à la Conférence EUCOCO du Mans. La CGT était représentée par M. Denolle. Il s'agissait d'abord pour ces huit syndicalistes d'exprimer en direct leur solidarité auprès des salariés sahraouis et d'évaluer sur le terrain le respect des droits syndicaux et sociaux.

La mission contrairement aux précédentes, qu'elles soient parlementaires ou civiles, a été bien accueillie et reçue officiellement par les autorités marocaines. En même temps elle a pu rencontrer tous les interlocuteurs souhaités avec un contrôle constant mais supportable ! A noter trois rencontres

importantes, avec des militants de l'ASVDH, des syndicalistes de la CSTS (Confédération syndicale des travailleurs sahraouis) et des ouvriers retraités de Fos Bou Craa.

Le constat est préoccupant ! Absence de liberté politique, sociale, syndicale, discriminations à l'embauche et à la promotion professionnelle. Dans la plupart des situations il faut assurer les autorités, de sa loyauté à l'égard du Maroc ! N'est-elle pas la puissance occupante ?

La mission est rentrée forte de nombreux engagements, et d'abord l'organisation d'un week-end de travail en juin à Lisbonne.

La disparition forcée au Sahara occidental jamais jugée ?

Reprise en Espagne de la procédure universelle suite à la plainte présentée par des associations et des familles sahraouies pour génocide et tortures de 1976 à 1987 contre 31 personnes au Maroc, responsables de 542 disparitions. Le juge Pablo Ruz reprend le dossier d'abord instruit par le juge Garzon et recevra les 9 et 10 mars, 13 témoins Sahraouis venus des campements et Aminatou Haïdar. Le plus connu des 13 fonctionnaires marocains retenus par l'instruction est le chef de la gendarmerie royale, Hosni Benslimane. (extraits d'El Paï, traduction Annie Launay)

Au Sahara, c'est la pêche qui compte !

L'accord de pêche UE-Maroc est prolongé d'un an, et ce n'est pas positif ! C'est un an de plus d'exploitation illégale des ressources halieutiques sahraouies, avec l'aval de l'Europe !

Ce 18 février à Bruxelles, la Commission européenne a donné son accord à la prolongation pour un an de « *l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche* » entre l'UE et le Royaume du Maroc. Cet accord, signé en 2006, incluant illégalement les eaux territoriales du Sahara occidental, prenait fin le 27 février 2011. Depuis un an le renouvellement de cet accord était posé.

En 2006 déjà, l'inclusion du domaine maritime sahraoui dans l'accord, contrevenait au droit international relatif à la protection des ressources naturelles d'un territoire non-autonome, et mettait ainsi l'Europe en situation d'illégalité.

Avec cet accord le Maroc ne faisait-il pas reconnaître de fait et de droit sa présence au Sahara occidental ?

Position combattue pied à pied par le Polisario et les associations solidaires avec l'appui des nombreux parlementaires européens. C'est ainsi que face à cette pression, le service juridique du parlement européen a émis un avis en juillet 2009 précisant : « *que l'activité de pêche des navires européens, dans les eaux territoriales du Sahara occidental, correspondait à une violation du droit international* » ; il précisait même que : « *les navires battant pavillon communautaire soient exclus des eaux du Sahara occidental* ».

Cet avis n'a pas été pris en compte par la Commission qui a contourné la difficulté en prolongeant l'accord d'un an et ce en dépit des interventions multiples adressées depuis un an en direction des responsables européens et de leurs institutions.

Les interventions militantes et citoyennes ont toujours beaucoup de mal à s'imposer quand se conjuguent de puissants intérêts politiques et économiques !

Voilà en effet le résultat des votes à ce sujet : sur les 27 pays européens, trois ont voté contre la prolongation, Royaume-Uni, Suède et Danemark, deux se sont abstenus, Finlande et Allemagne.

Quant à la France et à l'Espagne leur engagement était encore plus soutenu, ces deux pays demandaient une prolongation de deux ans ! Suivant quels conseils ?

Philippe Riché

La solidarité européenne avec les Sahraouis !

Chaque année c'est un bonheur pour nombre d'entre nous de se retrouver dans une ville européenne et ensemble coordonner les actions à venir et surtout analyser les situations et trouver les moyens les plus appropriés d'y réagir. La Conférence européenne, dans sa trente-sixième édition s'est tenue cette année en France au Mans. Elle a été marquée par la présence exaltante via internet des milliers de Sahraouis rassemblés dans le Camp de Gdeim Izik.



Tribune de l'EUCOCO, le Président Abdelaziz intervient. Photo Jean-Luc Menuet

RÉSOLUTION FINALE DE LA 36^e CONFÉRENCE EUCOCO Paris – Le Mans, 29, 30 et 31 octobre 2010

La 36^e Conférence des Comités de soutien au peuple Sahraoui (EUCOCO) s'est réunie les 29, 30 et 31 octobre 2010 au Palais des Congrès à Le Mans (France). Cent dix-huit participants venant de 23 pays⁽¹⁾ ont pris part aux travaux de la conférence. Ils venaient de l'Europe, de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie.

En préambule à la conférence, s'est tenue à l'Assemblée Nationale Française à Paris une conférence ayant pour thème « *La décolonisation du Sahara occidental: responsabilité des Nations unies et rôle de la France* ».

La conférence fut suivie par un nombre important de parlementaires et un auditoire expert en cette question. Le président de la RASD, secrétaire général du Front Polisario, Mohamed Abdel Aziz a fait, à cette occasion, une importante communication relative aux événements récents dans les territoires occupés et aux positions du Front Polisario dans les négociations conduites par l'ambassadeur Ross, envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies.

La conférence EUCOCO s'est ouverte au Palais des Congrès en présence du président M. Abdel Aziz et du maire du Mans M. Jean-Claude Boulard. Après un mot de bienvenue prononcé par Me. Francis Jacob, président des Amis de la RASD en France, le président d'EUCOCO Pierre Galand a fait, au nom de la Task Force, un rapport sur les multiples activités de solidarité, de lobby politique et d'information coordonnées par l'EUCOCO. Il a salué le mouvement populaire pacifique de protestation et de mobilisation engagé par plus de 20 000 citoyens sahraouis dans les « *camp de l'indépendance* » proches d'El Ayoun pour dénoncer la violation de leurs droits fondamentaux, tant socio-économiques que politiques par la puissance d'occupation marocaine. Il a décrété la mobilisation générale pour le soutien aux populations du « *camp de l'indépendance* » et insisté sur la nécessité de l'envoi d'urgence de délégations de journalistes, parlementaires, représentants d'associations internationales afin de protéger les populations sahraouies et de rapporter leurs revendications sociales, économiques mais aussi pour leur droit à l'autodétermination.

Le maire JC Boulard a rappelé l'engagement de son prédécesseur M. Jarry pour le soutien au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et sa volonté de poursuivre sur cette voie en accueillant comme en 1991 la Conférence EUCOCO.

Le président M. Abdel Aziz a développé devant un auditoire enthousiaste une magistrale démonstration de la détermination du peuple sahraoui – tant dans les territoires occupés que dans les campements de réfugiés – de conduire à son terme le processus d'autodétermination pour l'indépendance de tout le peuple sahraoui sur son territoire national.

Des personnalités éminentes de différents parlements, d'importantes associations dont l'AJID ont contribué à faire de l'ouverture de cette conférence un événement de soutien émouvant aux messages leur adressés par les Sahraouis du « *camp de l'indépendance* » par le biais d'une vidéo venue directement du « *camp de l'indépendance* ».

Au cours de la deuxième journée de travaux, les participants à la 36^e conférence se sont regroupés au sein de quatre ateliers ayant à traiter respectivement de

1. « **Politique, information et ressources naturelles** » ;
2. « **Droits de l'Homme, juristes et territoires occupés** » ;
3. « **Coopérations: santé, aide alimentaire, aides humanitaires, territoires libérés, formations et villes** » ;
4. « **Solidarités populaires: jeunesse, éducation, culture, femmes et syndicats** ».

Les débats, échanges d'expériences et d'informations ont permis à chaque atelier, sur chacun des thèmes, de préciser les objectifs à poursuivre pour renforcer et diversifier l'action de solidarité, les méthodes de travail en vue d'accroître la capacité des militants et de leurs organisations de contribuer à la mise en œuvre des droits inaliénables du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. Les rapports de ces travaux annexés à la présente résolution constituent le programme arrêté par la conférence pour les 12 prochains mois. Les participants chargent la Task Force de l'EUCOCO d'établir et de diffuser sans retard un calendrier et un programme commun de travail, coordonnés à l'échelle internationale. Ils saluent particulièrement l'effort continu réalisé par le comité algérien (CNASPS) pour soutenir les revendications légitimes du peuple sahraoui.

La conférence se réjouit de la mise en œuvre d'une conférence internationale latino-américaine de soutien au peuple sahraoui et lui apportera sa collaboration pour la réussite de cet événement. Les participants à la 36^e conférence adressent leurs vifs remerciements à l'Association des Amis de la RASD, au maire du Mans et à tous les bénévoles qui ont permis la tenue de nos travaux dans des conditions remarquables de convivialité et d'efficacité dans cette merveilleuse ville du Mans jumelée depuis trente ans avec la ville sahraouie Haouza. La prochaine rencontre de la 37^e EUCOCO aura lieu en novembre 2011 en Espagne, en liaison avec le grand mouvement de solidarité espagnol avec le peuple sahraoui.

Vive la lutte du peuple sahraoui pour le droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Vive le Front Polisario. Vive la solidarité internationale.

⁽¹⁾Afrique: Algérie, Angola, Sahara occidental, Afrique du Sud, Mauritanie. Amérique latine: Nicaragua, Mexique, Pérou, Brésil. Europe: Espagne, France, Italie, Angleterre, Luxembourg, Suisse, Autriche, Belgique, Allemagne, Finlande, Portugal, Suède, Slovaquie. Océanie: Australie.

Après le jasmin, le laurier-rose ?

Tandis que tous ceux qui souhaitent la chute des dictatures arabes pro-occidentales – lorsqu'elles ne sont pas simplement inféodées aux anciens colonisateurs ou aux nouveaux – suivent avec beaucoup d'intérêt les événements qui viennent de secouer la Tunisie et l'Égypte, entraînant la chute de deux dictateurs, la même question rebondit cycliquement : et les autres ? La « révolution de jasmin » va-t-elle faire tache d'huile ? On a vu un Moubarak à bout de souffle emporté par la furia populaire. Un Ben Ali s'enfuir en emportant avec lui une toute petite partie du butin qu'il avait constitué sur le dos des Tunisiens.

Et tous les yeux se sont tournés vers le Maghreb. Quelque périodique français a même osé sortir en une : « *Et le Maroc ?* » Peut-on espérer voir un jour des manifestants défiler à Rabat en brandissant des panneaux « *Mohamed VI dégage !* ».

C'est peu probable. Et pour quelle raison ?

On est tout d'abord frappé de constater que tous les termes qui ont été utilisés pour qualifier le système Ben Ali peuvent être appliqués, sans aucune retouche, à la dictature de Mohamed VI : même corruption, même concussion, même népotisme. C'est le Maroc tout entier qui appartient à une seule personne, sous le masque grossier de sociétés écrans, les Siger, Regis et autres, habilement mises en place par « *notre ami* » Hassan II. Tout ce qui rapporte, tout ce qui produit, tout ce qui fait engraisser les fortunes

nauséabondes a été confisqué par le système : les phosphates, les transports, l'électricité, l'eau, les banques, les communications, et tout cela avec l'aide de Bolloré, Bouygues ou Véolia, tout, y compris les champs de cannabis, l'exploitation du sable et de la pêche au Sahara occidental et même... les juteuses usines fabriquant les poches plastiques poubelles qui décorent si agréablement les campagnes marocaines !

La fortune personnelle de Mohamed VI vient d'être estimée à huit milliards de dollars, alors que des millions de Marocains survivent avec... un Euro par jour ! Alors ?

On oublierait trop vite que le Maroc s'est doté, avec l'aide désintéressée de la France et d'Israël d'une des meilleures polices du monde. Cette police est partout, elle voit tout, elle entend tout. Le Maghzen est prêt, de longue date, à écraser dans le sang la moindre velléité de respiration de la masse affamée. Sans compter la gendarmerie et l'armée, qui tient le pouvoir depuis l'indépendance du pays, et qui possède... tout ce qui n'appartient pas au roi, ceci étant particulièrement flagrant au Sahara occidental.

Elle est prête à en découdre, comme elle l'a montré par le passé. De ces sanglants événements, les Marocains se souviennent, ils ont encore dans les oreilles le bruit des hélicoptères royaux qui tiraient dans la foule à la mitrailleuse lourde.

A moins que... à moins que... Le peuple marocain aurait-il perdu toute dignité, aurait-

il à ce point été gagné et vaincu par la fièvre impérialiste, aurait-il suffisamment peur du fameux « vide politique », malgré l'habileté et la fermeté que montrent les Tunisiens à combler le leur ?

Une première manifestation, timide, réclame – habilement – une répartition des rôles : un roi qui règne mais qui ne gouverne pas.

Au Maroc, tout est dans ce délicat voire impossible partage du pouvoir qu'une royauté absolue, de droit prétendument divin, intransigeante lorsqu'elle n'est pas sanglante, n'est pas prête à concéder. Le peuple marocain serait-il à ce point bâillonné, conditionné, émasculé, pour continuer sans réagir à engraisser la clique qui gravite autour des palais ? Manifesterait-il sa fierté et son allégeance inconditionnelle par la seule gloire de coloniser un territoire qu'un royaume aux abois lui a servi comme exutoire à sa misère ?

Aurait-il manifesté qu'une seule journée, un peu pour faire « *comme les autres* », alors qu'il entend si clairement les expressions de joie et de fierté des hommes et des femmes qui sont parvenus à « *déboulonner* » leur tyran.

Il faut le redouter : ce sont les peuples moutonniers que les « *guides* » mènent si docilement aux holocaustes.

L'an prochain à El Aioun.

Diégo, 4 mars 2011

Brèves

Le Conseil municipal de Giberville, commune du Calvados, dans sa séance du 6 décembre 2010, s'est prononcé à l'unanimité des présents, en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui et pour la libération des prisonniers d'opinion sahraouis.

Soutien aux militants des droits de l'homme

Le comité de suivi du 20 février qui à plusieurs reprises a appelé à manifester à Paris en soutien aux initiatives prises au Maroc et pour dénoncer les violences dont ont été victimes plusieurs militants des droits de l'homme, a reçu l'appui de l'AFAPREDESA-France et du CORELSO. L'association des Amis de la RASD leur a également adressé un message de soutien.

Forum social mondial 2011

Pour sa 11^e édition le Forum social mondial se tenait en février à Dakar. C'était la troisième fois qu'il était accueilli en Afrique (Nairobi en 2005 et Bamako en 2006).

La grande marche d'ouverture a rassemblé de 50 000 à 70 000 personnes (suivant les sources !). Ambiance africaine garantie en musique et danses, troublée en fin de cortège par les violences exercées par la très imposante délégation marocaine (près de 1 000 personnes) qui a tenté d'interdire le défilé et toute expression aux Sahraouis présents (beaucoup moins nombreux, une trentaine de personnes). Les deux délégations ont pu défiler avec la protection de la sécurité du Forum et à une distance de 400 mètres !

Le lendemain, l'atelier prévu « *Sahara occidental, dernière colonie d'Afrique* » a été empêché de se tenir du fait de l'obstruction organisée contre toute intervention en faveur des positions « *pro-sahraouies* » et de violences

physiques exercées contre les participants. Le service de sécurité avoue son impuissance !

De tels comportements scandalisent nombre de participants au FSM qui s'organisent pour réclamer la liberté d'expression pour les Sahraouis et pour dénoncer de telles pratiques contraires à l'esprit FSM. Un atelier pourra malgré tout se tenir à l'initiative des femmes sahraouies sans pour autant calmer les interventions d'une partie de la délégation marocaine venue pour en découdre et imposer par tous les moyens son point de vue.

Pour Bachir Moutik, qui représentait au Forum l'AFAPREDESA, cette agitation a été positive permettant de mieux faire connaître la lutte des Sahraouis tout en décrédibilisant la position marocaine. Il s'est d'autre part réjoui des nombreux contacts pris avec des jeunes Sahraouis appartenant à des associations marocaines, qui ont pu sereinement discuter avec les Sahraouis venus de Tindouf.

Nouvelles de la RASD

15 octobre 2010 Progressive installation du camp de Gdeim Izik, des centaines puis des milliers de tentes, sont installées et occupées par des milliers des Sahraouis, à 12 km d'El Aïoun. Camp de la dignité et de l'espoir, c'est une protestation massive, populaire contre la marginalisation des Sahraouis dans leur propre pays et pour beaucoup une volonté exprimée d'indépendance. Nouveau report du procès des 7 de Salé. **24 octobre 2010** Najem Elgahri, jeune sahraoui de 14 ans est tué par une brigade de la gendarmerie qui voulait empêcher le passage d'une voiture « *de ravitaillement* » pour le camp de Gdeim Izik, 4 dans laquelle il se trouvait avec plusieurs parents. **28, 29, 30, 31 octobre 2010** 36^e conférence EUCOCO, Le Mans. **4 novembre 2010** La FIDH et les associations marocaines, AMDH et l'OMDH condamnent l'assassinat de Najem Elgahri. **5 novembre 2010** Le procès des 7 de Salé est à nouveau reporté, les observateurs présents ont été violemment agressés par les avocats marocains présents. **8 novembre 2010** Démantèlement du camp de Gdeim Izik, arrestation de nombreux militants dont Naama Asfari et plusieurs responsables du comité de dialogue, plusieurs élus français et espagnols sont empêchés de se rendre sur place. **8/9 novembre 2010** Troisième réunion informelle entre Polisario et Maroc, aucun résultat. **9 et 9 novembre 2010** Martin Nesirky, porte-parole du SG exprime les regrets des Nations Unies pour cette attaque armée, de son côté l'UE a déploré la violence au Sahara occidental, préoccupation du département d'Etat américain et l'UA demande au Maroc de privilégier le dialogue plutôt que la violence, attention également de l'Afrique du Sud et de l'Irlande. **15 novembre 2010** réunion du Conseil de Sécurité qui met à son ordre du jour la situation au Sahara occidental. Proposition d'enquête sur place n'aboutit pas du fait de l'opposition française. **20/22 novembre 2010** Plusieurs associations des droits de l'homme enquêtent sur place et prennent position en faveur de la mise en place d'un mécanisme onusien de surveillance des DDH (HRW, OMCT, Amnesty, REMDH Réseau méditerranéen des DDH). **22 novembre 2010** Le PNUD (programme de développement de l'ONU) indique que tous ses programmes sont limités aux frontières reconnues du Maroc. **25 novembre 2010** Adoption au Parlement européen d'une résolution très favorable aux Sahraouis. **10 décembre 2010** Assemblée générale des Nations Unies réaffirme le droit inaliénable à l'autodétermination des Sahraouis. **13 décembre 2010** Conférence internationale à Alger pour commémorer les 50 ans de la résolution 1514 **17 décembre 2010** Troisième report du procès des 7 de Salé. **16/18 décembre 2010** Reprise des négociations Polisario / Maroc. **7 janvier 2011** Le HCR, à Genève, suite à une réunion tripartite, Polisario, Maroc et HCR, a annoncé la reprise des

visites familiales entre le Sahara occupé et les camps de Tindouf avec la possibilité de relations terrestres envisagées de plus en plus sérieusement. **8 janvier 2011** Plusieurs personnes, espagnoles, argentine, norvégiennes, finlandaise et suédoise, présents à El Aïoun et ayant rencontré des militants sahraouis ou leurs familles ont été expulsés. **12 janvier 2011** Vive protestation d'un groupe de pêcheurs sahraouis installés au port de Boujdour face à la situation injuste qui leur est faite : les licences de pêche sont accordées en priorité aux pêcheurs marocains qui viennent du Nord. Cette protestation a entraîné la réaction violente de la police soutenue par les « *colons* » marocains. **14 janvier 2011** Violents heurts dans un collège de Smara entre jeunes sahraouis et jeunes marocains. Rapport du centre américain RFK « *Centre Robert F Kennedy* » qui dénonce les abus à l'encontre des droits de l'homme au Sahara occidental et réclame un mécanisme de contrôle international des DDH. **18 janvier 2011** Philip Crowley, porte-parole du Département d'Etat américain rappelle la position de son pays en faveur du processus suivi par les Nations Unies au Sahara occidental. **23/27 janvier 2011** Délégation syndicale européenne à El Aïoun. **24 janvier 2011** En Suède, cinq ONG appellent leur pays à exclure les eaux territoriales du SO du prochain accord de pêche UE-Maroc. Quatre avocats sahraouis, Mohamed Lahbib, Mohamed Fadel Leili, Mohamed Boukhaled et Mohamed Bazaid Lahmad ont reçu le prix annuel du barreau d'Atocha en Espagne. **29 janvier 2011** Alistair Burt, sous-secrétaire d'Etat britannique rappelle devant les Communes la position de son pays en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui. **6/11 février 2011** forum social mondial à Dakar, forte présence de la cause sahraouie favorisée par les interventions bien peu démocratiques de groupes de nationalistes marocains. **21 février 2011** Reconduction dans les mêmes termes de l'accord de pêche UE-Maroc pour un an. **26 février 2011** Violences à Dakhla contre des domiciles sahraouis à l'initiative de jeunes marocains participant à un festival de musique et de sports nautiques organisé dans cette ville. Annulation du festival. **27 février 2011** célébration du 35^e anniversaire de la proclamation de la RASD. À cette célébration une des commissaires de l'Union Africaine, M^{me} Julia Dolly Joiner, a rappelé que la seule solution valable au conflit du Sahara occidental passe par l'organisation d'un référendum d'autodétermination. **8/9 mars 2011** 6^e round de négociations Maroc-Front Polisario, tenu à Malte, aucun résultat. **27 février / 25 mars 2011** Tenue de la session du Conseil des Droits de l'homme à Genève, une délégation sahraouie pilotée par l'AFAPREDESA y est présente, intervention de l'ONG France-libertés. **9/10 mars 2011** Audition des témoins sahraouis par le juge espagnol chargé de l'instruction pour la plainte de génocide contre 13 tortionnaires marocains.

16 mars 2011 Le Centre de Recherches du Congrès américain pointe dans un récent rapport les atteintes aux droits de l'homme contre les Sahraouis au Sahara occidental, du fait des autorités marocaines. Le Secrétaire général d'Amnesty International, Salil Shetty, demande à l'ONU de mettre en place une composante droits humains dans le mandat de la MINURSO. **16 mars 2011** A Alger une réunion a rassemblé à l'initiative d'une association algérienne féminine, les femmes sahraouies et palestiniennes. **17 mars 2011** Le premier Ministre tunisien, M. Beji Caïd Essebbi, a déclaré à Alger et à Rabat, qu'il était important de trouver une solution politique définitive à la question du Sahara occidental et ce conformément à la légalité internationale. Indispensable solution pour relancer l'UMA. **19 mars 2011** Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki Moon, s'est déclaré satisfait en commentant auprès du journal El mundo les derniers pourparlers entre Maroc et Polisario. « *C'est un grand pas en avant, les Nations Unies vont engager tous les efforts nécessaires pour accélérer le processus de négociations pour parvenir à une solution durable qui garantisse le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.* » **20 mars 2011** A l'appel des jeunes du 23 février, des manifestations très suivies au Maroc se sont tenues ce 20 mars pour de réels changements démocratiques au Maroc.

Soyons vigilant !

La revue de tourisme, « *Ulysse* » a vanté dans son numéro de mars 2011, les charmes multiples de Dakhla, « *la sahraouie dans le vent* », du Grand Sud marocain ! Réaction immédiate d'une abonnée, également membre du bureau. Si vous êtes témoin de confusions de ce genre, n'hésitez pas non plus à réagir ! Dans tous les secteurs possibles, le Maroc tente d'imposer son occupation du Sahara occidental.

Manifestation à Madrid

Déçu de ne pouvoir être des vôtres lors des célébrations du 35^e anniversaire de la RASD, j'ai à ma manière participé à cet événement en m'associant à la marche pacifique des Sahraouis et militants espagnols ce weekend-là à Madrid. Quelque cinquante personnes, reliées par une longue corde et bâillonnées, foulaient le pavé madrilène en une longue file indienne silencieuse. C'est au cours d'une halte à la Plaza de la Puerto del Sol que j'ai voulu imprimer sur le papier cette image d'un groupe d'hommes et de femmes dont la détermination n'a d'égal que leur silence qui frappaient les badauds bien plus que des slogans. Ils distribuaient des tracts « *Marruecos: Visita sus cárceles / Turismo de Marruecos* » indiquant toutes les prisons marocaines dans lesquelles les militants sahraouis sont enfermés et décrivant leurs conditions de détention. Une très belle manifestation qui m'a montré la vitalité du militantisme espagnol. **Nadine Coquillard**
(Photo page 16)

Quelles solidarités en France ?

Cette fin d'année 2010 et les premières semaines 2011, ont été riches de multiples solidarités. Conférence européenne en octobre qui a mobilisé toutes les énergies dans la Sarthe et en France. Nouveaux comités à Tours, Marseille et en Lorraine; la nouvelle plate-forme solidarité prend de son côté ses marques, accueil des enfants avec une nouvelle équipe, présence importante à la semaine anti-coloniale. Le camp de Gdeim Izik et son brutal démantèlement a provoqué de nombreuses réactions de protestation en novembre – décembre, soutenues par davantage de partis et associations. L'association des Amis de la RASD a de son côté tenu en janvier son Assemblée générale aux discussions soutenues. Les messages reçus comme les présents nombreux, témoignant de son dynamisme et de sa place centrale dans les solidarités françaises.

Extraits du rapport d'activité présenté par Régine Villemont, à l'Assemblée générale



La tribune de l'Assemblée générale. Photo Fabienne Rebérioux

Avant de démarrer à proprement dit le rapport des activités de notre association, je voudrais saluer un des responsables de l'ASVDH, association sahraouie contre les violations des droits de l'homme, Brahim Sebbar, resté contre son gré en France après avoir participé aux travaux de l'Eucoco. Signaler aussi les excuses de plusieurs élus, de la Sarthe M^{me} Karamanli et M. Le Foll, députés, M^{me} Pedoya et M. Ollivier, adjoints au Mans et M. Audoubert, maire de Vitry/Seine. M^{me} Berger, première adjointe représentait le Maire du Mans. Excuses aussi de M^{me} Amina Ladjal, consul d'Algérie à Nantes.

Inutile de refaire l'histoire du camp de Gdeim Izik que chacun ici connaît bien comme son démantèlement et la répression qui s'en est suivie. Disparus, prisonniers, c'est à chaque période de l'occupation coloniale marocaine que les Sahraouis paient le lourd tribut de leur engagement. Nous sommes bien sûrs à leurs côtés, nos préoccupations sont sans cesse tournées vers eux, avec Claude en chef de notre file, encore plus directement concernée que chacun d'entre nous, avec les militants sahraouis de l'AFAPREDESA, les avocats...

Quelles ont été à cette occasion nos initiatives ?

Nous avons piloté une pétition avec l'association des cybers-acteurs qui nous a permis de réunir environ 5 000 signatures, dispersées dans toute la France et pas forcément là où sont actifs les comités, transmise d'abord au MAE au cours d'une entrevue avec le sous-directeur Afrique du Nord. Pétition adressée également aux diffé-

rentes institutions concernées de la Communauté internationale mais nous n'avons pas reçu de réponse de l'Ambassade du Maroc. Nous avons co-organisé et participé à quatre rassemblements à Paris au Trocadéro et à la Fontaine des Innocents avec une large diffusion de tracts pour protester contre la répression et le démantèlement brutal du camp et déposé simultanément des protestations auprès des préfectures.

L'alerte en continu de la presse et des médias, coordonnée par Mireille et Claude n'a pas manqué d'efficacité même si la couverture médiatique est toujours sur la réserve concernant le Sahara. Le sujet, est peu dans l'actualité française, il est mal connu des journalistes, même ceux de journaux prestigieux comme le Monde! Nous avons participé à l'organisation de plusieurs missions d'avocats et d'observateurs(en décembre et janvier) auprès du tribunal de Casablanca, en appui aux initiatives de l'association « *droit et solidarité* ».

Comment ne pas évoquer la mission de Jean-Paul Lecoq accompagné de Marie-Thérèse qui avait justement choisi de se rendre à El Aioun le 8 novembre! Marie-Thérèse est passée, pas Jean-Paul! Cela a donné l'occasion d'alerter la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée et le Ministère qui ont demandé des explications à l'Ambassadeur. Mais Jean-Paul est sans doute interdit d'El Aioun pour longtemps. Pour conclure sur ce premier chapitre je retiens plusieurs aspects :

- **En positif :** la présence aux rassemblements de très nombreux jeunes sahraouis de l'immigration, la seconde génération qui repren-

ent de plus en plus nombreux le flambeau de leur identité, de leur dignité de Sahraouis. Cette identité s'exprime de différentes manières, culturelle, politique; leur association ASF a entre autre redynamisé le stand à la fête de l'humanité, vitrine toujours aussi importante pour les luttes.

- **Le travail coordonné des différentes associations** travaillant au niveau local ou au niveau national sur le sujet, organisation des rassemblements, rédaction des textes, mise en commun des informations etc

- **À cette occasion la mise en route de la plate-forme solidarité nouvelle formule**

- **En plus réservé :** la difficulté à s'adresser à l'opinion, à intéresser la presse et à enfin trouver les bons moyens pour rendre populaire la question sahraouie. Ce sera sans doute l'objet de nos discussions cet après-midi.

- **Ce que je souhaite c'est que nous réfléchissions aux moyens que nous devons mettre en place pour mieux organiser nos adresses, les formes de plaidoyer et surtout l'élaboration de projets communs capables d'être financés.**

La conférence européenne

Nous tenons cette année avec un peu de retard, notre assemblée générale au Mans pour justement saluer ses élus et le comité sarthois de l'association qui ont permis cette conférence et son succès.

Au niveau local la protestation marocaine nombreuse et agressive nous a permis de reprendre des contacts plus politiques avec élus et associations. Ceux-ci ont « *redécouvert* » l'intransigeance marocaine et ont été surpris des positions prises par les élus d'origine marocaine, classés à gauche et associés à des mandats municipaux Union de la gauche, qui se trouvaient en bonne place dans ces rassemblements derrière les portraits du roi. Cela a permis d'utiles clarifications et de remettre quelques jours plus tard en préfecture un texte signé par toutes ces composantes. Une réunion est prévue également avec la LDH 72.

Au niveau national et européen, conférence militante et studieuse qui a bien avancé les sujets dans les différents ateliers. Conférence prestigieuse en présence du Président Abdelaziz qui a redit « devant un auditoire enthousiaste la détermination du peuple sahraoui tant dans les territoires occupés que dans les camps, de conduire à son terme le processus d'autodétermination pour l'indépendance de tout le peuple sahraoui sur son territoire national. » Elle avait été précédée par une conférence à l'Assemblée qui comme en 2008, s'est tenue dans la salle Jean Jaurès du groupe socialiste, avec l'appui cette année de la député socialiste des Bouches du Rhône, Sylvie Andrieux.

« **La décolonisation du Sahara occidental, responsabilité des Nations Unies et rôle de la France** ». Rôle de la France, nous tenions bien sûr à traiter sérieusement du problème à l'Assemblée Nationale en présence du Président de la RASD. Le constat est toujours aussi mauvais ! Soutien à la position marocaine tant en France que dans les instances internationales – Union européenne, Conseil de sécurité – à travers la défense de la solution d'autonomie et le blocage mis pour tout élargissement du mandat de la MINURSO, alors même que les prisons marocaines comptent maintenant 150 prisonniers politiques sahraouis.

Autorités consulaires françaises au Maroc, frileusement acquiescentes au Makhzen, personne par exemple n'est venu en décembre dernier porter assistance à Aline Chanu, avocate observatrice au procès de Casablanca qui avait été molestée par une foule chauffée à blanc alors que dans les mêmes circonstances plusieurs ambassades dont celle de Suisse et des Etats Unis avaient envoyé au procès un de leurs diplomates pour observation ! Il faut justement dénoncer l'actuelle délégation parlementaire, reçue du 25 au 29 janvier au Maroc au plus haut niveau, qui a fait preuve d'une complaisance à l'égard de ses hôtes aussi étonnante que l'appréciation de la situation

tunisienne jusqu'au départ de Ben Ali. Au niveau des partis d'opposition la situation est contrastée. Soutien constant tant en France qu'au Parlement européen des Verts et du PC, du NPA, soutien à géométrie variable du PS qui à la fois nous permet de tenir conférence tant à Paris qu'au Mans, mais maintient une grande prudence quand il s'agit de prendre position contre le démantèlement du camp de Gdeim Izik par exemple. A noter cependant, une récente question écrite, formulée auprès de MAE par le sénateur socialiste, membre de la commission des Affaires Etrangères, Jean Besson, qui n'a pas encore reçu réponse.

La conférence nous a permis aussi de resserrer des liens avec le réseau des villes amies et jumelées, dont certaines ont appuyé financièrement la conférence et ce de manière significative et avec plusieurs associations dont le CCFD qui a grandement contribué à son financement. Il faut aussi souligner l'intérêt et l'appui de la région Pays de la Loire, la solidarité envers les Sahraouis étant dans la région bien active tant en Sarthe qu'en Loire Atlantique. Le collectif de préparation composé de nombreux comités et associations a été vraiment performant de même les équipes du Palais des Congrès derrière son directeur très engagé.

Cette conférence a bien sûr été l'activité première de cette année 2010 sans pour autant négliger le reste ! quotidien d'une association, réunions et relations avec les autres. Rassemblements déjà cités, participation à des initiatives comme celle prise par l'Association Schebba de Marseille (avril 2010), celle du comité de Vierzon ou de Tours, à Albi et Bordeaux, avec Capsolidaire. Participation à la conférence sur les droits de l'homme à Vitry (octobre 2009) et à la décade sahraouie à Gonfreville l'Orcher.

Nous poursuivons également le travail d'information, les nouvelles par internet chaque mois

qui nous permet aussi de glisser des messages suivant l'actualité, le journal Sahara info qui nous coûte cher et que nous n'arrivons pas toujours à sortir à temps, mais qui reste un document papier indispensable pour tous ceux qui ne suivent pas en direct l'actualité du Sahara. Suivi également régulier des adresses au niveau européen et international suivant les décisions et consignes formulées par la coordination européenne.

Pour conclure et pour ouvrir la discussion sur les perspectives pour cette année 2011 et les suivantes voilà d'abord ce qui a été discuté et prévu à la réunion de décembre de la task-force et que nous pouvons rapidement mettre en œuvre.

- **En urgence les interventions auprès des institutions européennes** à la veille de la discussion du renouvellement de l'accord de pêche UE-Maroc. Il s'agit toujours d'obtenir l'exclusion des espaces maritimes du Sahara de l'accord.

- **Deuxième piste déjà réfléchi en France par l'AFAPREDESA** : préparer comme l'an dernier une campagne en faveur de l'élargissement du mandat de la MINURSO. Il s'agit là aussi de multiplier les adresses, reprendre sans doute la technique de la cyber-action et solliciter les élus qui nous sont proches pour des interventions auprès du MAE et de l'Elysée.

Ce qui désormais nous préoccupe tous, les dernières réunions des associations solidaires, Plate-forme solidarité et CORELSO comme nous à nos précédents bureaux de décembre et de janvier, c'est bien sûr la situation au Sahara occidental, que Claude nomme « une prison à ciel ouvert » et depuis novembre le nombre impressionnant de prisonniers (150 dont 40 ont été libérés à El Aïoun) et les 20 emprisonnés à Salé dans des conditions d'isolement et de maltraitance qui ne cesse de nous obséder. Depuis 4 années beaucoup a été fait tant ici avec



Assemblée générale, une partie des présents. Photo Fabienne Rebérioux

toute l'énergie de Claude et de France, à Genève avec le BIRDHSO mais aussi dans les conférences européennes où l'atelier droits de l'homme progresse petit à petit dans ses objectifs, dans l'analyse des situations.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres et nous sommes trop souvent en de-çà de nos ambitions. Claude avec quelques autres a démarré il y a deux ans un forum des observateurs, elle réunit à Naples une deuxième session.

Dans sa présentation, elle note à juste raison les difficultés et les limites de l'observation des procès puisque les observateurs étrangers sont soumis comme les familles et les prisonniers sahraouis aux pressions de plus en plus fortes des avocats et civils marocains entraînés à réagir et à menacer tous ceux qui soutiennent les Sahraouis.

La réaction est me semble-t-il d'obtenir de nos autorités consulaires, des représentants de l'UE d'être présents de sorte que ces démarches d'observation soient prises en charge par des représentants officiels, meilleurs garants de l'application d'une justice équitable

L'autre piste que nous avons tentée en décembre est d'organiser des missions avec des élus que l'on peut espérer moins susceptibles de pressions ou plus capables de les faire connaître à nos autorités consulaires. Il faut poursuivre cette approche.

Le parrainage que nous avons régulièrement tenu pendant de longues années même si il n'a pas eu beaucoup d'effets sur la position marocaine a permis de garder des liens étroits avec nos adhérents et donner aux gens la possibilité de s'engager concrètement, une manière précédant la cyber-activité. Il faut désormais envisager le parrainage des nombreux prisonniers sahraouis et l'organiser de manière rigoureuse, associant démarche humanitaire et politique.

Le dernier CA de la plate-forme solidarité dont je viens de recevoir copie est encore plus ambitieux ! il s'agit de mettre en place un collectif d'avocats en mesure de plaider pour tous les prisonniers actuels et en particulier les 20 qui risquent de lourdes peines.

C'est effectivement un objectif que nous devons nous donner ! en entretenant les contacts avec des avocats au Maroc (Marocains et Sahraouis), en cherchant les contacts avec des cabinets en France et en trouvant les moyens financiers pour rémunérer partie de leurs services et présence auprès des instances judiciaires marocaines. Nous avons depuis des années réuni des aides et des appuis financiers pour accueillir les enfants, développer des coopérations dans les campements, il devient indispensable de convaincre nos partenaires pour financer les conditions d'une libération possible de tous ces leaders sahraouis en prison.

Notre amie, Annie a traduit de l'espagnol, des extraits du rapport d'Abdelsellam, Président de l'AFAPREDESA, concernant le rapport que vient de sortir le CCDH au Maroc. Rapport de cécité, c'est sûr mais qui cependant reconnaît une petite partie des disparitions.

La juriste suédoise Yeva Lennarston a présenté à Alger pour la section suédoise de la Commission internationale des juristes de Genève, un rapport qui qualifie de crimes contre l'humanité les années de plomb et celles d'aujourd'hui au Maroc. L'AFAPREDESA parle de génocide.

N'est-il pas à nouveau nécessaire de reprendre ces questions à l'occasion d'une conférence de juristes pour qualifier les crimes anciens, dénoncer l'impunité marocaine et faire sortir le sujet en France.

En conclusion, n'est-il pas urgent de développer notre « première vocation », la popularisation politique de la lutte d'indépendance du peuple sahraoui et celle de la RASD en engageant nos forces vers la popularisation et le soutien de ce qui se passe au Sahara occidental, en nous appuyant sur les réseaux développés avec l'accueil des enfants sahraouis, sur les liens entretenus régulièrement avec élus et associations et en coordonnant avec l'Europe le traditionnel lobbying en direction des institutions internationales ?

A l'association nationale de mieux articuler ses relations entre le national et les comités locaux qui se retrouvent dans l'association et dans ses objectifs. Enfin et pour ne rien oublier je voudrai signaler la dernière dépêche indiquant le passage dans les campements du directeur général de l'aide humanitaire de ECHO, Peter Zangl. IL tire les sonnettes d'alarme sur la situation alimentaire, le désarroi des jeunes. Il est temps que ce conflit de 35 ans se termine avec l'autodétermination libre et sans contrainte pour les Sahraouis. Message lu de Pierre Galand qui salue l'Assemblée générale

Vote du rapport d'activités

Unanimité moins une abstention et un vote contre. Suit une discussion foisonnante et plusieurs propositions qui ont permis de retenir les engagements suivants pour le très proche et l'avenir !

Les présents souhaitent soutenir les prochaines initiatives, comme la participation sahraouie au prochain forum social mondial de Dakar et la réunion du forum des observateurs qui se tient à Naples. Plusieurs initiatives seront prises pour célébrer le 35^e anniversaire de la RASD. Nous y serons !

L'agenda de la solidarité sera respecté, en avril, démarches en faveur de l'élargissement du mandat de la MINURSO auprès des membres du Conseil de Sécurité, accueil des enfants, présence à la quatrième commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Mais il est également important de participer à d'autres agendas, ainsi la semaine anticoloniale, la journée de la paix le 21 septembre, la semaine de la solidarité internationale en novembre.

Nous prenons aussi l'engagement de préparer en 2012 la participation d'avocats sahraouis au concours de plaidoiries de Caen et enfin décision prise d'organiser un parrainage de prisonniers sahraouis associé à une sollicitation financière mensuelle pour la constitution d'un fonds de solidarité plus conséquent.

À l'association des Amis de la RASD, ça bouge !

Francis Jacob notre président depuis tant d'années, si attentif à nous tous et au bon fonctionnement de sa chère association a décidé de nous quitter ! Un peu de fatigue et un besoin de davantage de repos. Il restera notre président honoraire, donc ce n'est qu'un au revoir Cher Francis... le bureau de l'AARASD

Bienvenue aux nouveaux du bureau élu en janvier : Marie-Thérèse Marchand et Mireille Millet-Szatan, nouvelle secrétaire générale, qui nous rejoint avec sa grande expérience des ONG et de la plate-forme Palestine. Régine Villemont reprend quant à elle la présidence !

Brèves

Création en septembre 2010 d'un nouveau comité à Tours avec plusieurs élus de cette ville qui étaient présents à la Conférence EUCOCO.

Le groupe d'Albi depuis son voyage en 2009 dans les campements sahraouis a redémarré la solidarité dans le Tarn, après la voiture pour les jardins c'est une collecte de fonds privés qui a été adressée à l'ASPECF (association sahraouie pour les échanges culturels avec la France) en décembre 2010.

L'APAPS, association palaisienne de solidarité a tenu son repas solidaire ce 12 mars et a fêté ses 20 ans et les 20 ans de l'accueil des enfants ! Bon anniversaire

Nouvelle association solidaire en Lorraine ! Elle vient de tenir conférence en février dans la salle du Conseil Régional de Lorraine.

Projection du film de Jean Lamore ce 26 février pour engager info et discussion sur le Sahara occidental à l'occasion d'une soirée organisée dans le cadre de la semaine anticoloniale.

Festival Afrique à Massy, organisé par la CIMADE. SALEM nous a invité à une soirée consacrée au Sahara occidental, ce 18 mars

L'association du Havre « Un camion citerne pour le peuple sahraoui », organise une mission dans les campements du 18 au 27 mars 2011. Objectif principal, la relance des échanges avec la daïra de La Guerra et la découverte des camps pour plusieurs membres du comité. Son président s'était adressé au Ministre des Affaires Etrangères en février pour l'informer de leur mission et réclamer de la France un appui officiel pour l'application effective du droit à l'autodétermination des Sahraouis.

Solidarité avec le Peuple Saharaoui en Drôme et Vaucluse

A l'automne 2010, Elisabeth Peltier, infatigable défenseuse de la cause sahraoui, donnait une conférence d'information et de solidarité à Jonquières (84) en présence de la représentante de la RASD en Finlande. Plus de 60 personnes y participèrent et furent convaincues et émues par les infos et témoignages transmis. A la suite de cette conférence, deux des participants décidèrent de faire leur combat.

Dans un premier temps, ils intervinrent à Buis-les-Baronnies au cours d'une conférence de solidarité avec le peuple palestinien pour souligner – ce que confirmèrent les palestiniens présents – combien le combat des deux peuples amis est similaire.

Dans un deuxième temps, des contacts furent pris avec des élus : le sénateur Piras reçut une délégation et l'assura de son soutien. Il déposa une question écrite au ministre des Affaires Etrangères afin que le France appuie le droit des Sahraouis à l'autodétermination, et demanda qu'un débat ait lieu au Sénat. Son collègue Besson fit de même de son côté. Des contacts furent également pris avec d'autres élus, notamment dans le Vaucluse.

Ensuite, le petit groupe autour d'Elisabeth prit contact avec l'association « Article premier » qui accepta sans hésiter de prolonger leur action.

« Article premier » est un regroupement d'associations, elle fédère dans notre région, depuis 1999, l'ACAT, Amnesty International, le CCFD, le MRAP et « Pour le Mali », sur les communes de Nyons (26), Vaison et Valréas (84). Son objectif principal est la défense et la promotion des droits et des valeurs énoncées dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, par l'organisation d'actions concertées. Son nom se réfère à l'article premier de la Déclaration Universelle : « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits » La première action commune fut l'organisation à Nyons d'une conférence-débat. Elle regroupa plus de 50 personnes, très intéressées et majoritairement convaincues, malgré les perturbations causées par les interventions de marocains « sahraouis », sans doute mandatés pour brouiller le message de solidarité. Elisabeth garda son calme, la conférence alla jusqu'au bout et les arguments portés par le groupe autour d'« Article premier » portèrent. La presse locale s'en fit l'écho. Ce groupe reste toujours actif : des courriers ont été

adressés à tous les partenaires habituels d'Article premier, les élus locaux ont été contactés, ainsi que des journalistes de la presse et de la radio, et des représentants d'associations ou de partis. Il faut reconnaître que les retours sont pour l'instant rares, tant la chape de plomb qui pèse sur les informations en provenance du Sahara est lourde ! Mais le groupe ne se décourage pas ! Tandis qu'Elisabeth vient d'expédier vers les camps de réfugiés en Algérie 4 tonnes de matériel humanitaire, il est prévu de projeter- sans doute début juin- au cinéma « l'Arlequin », qui est un partenaire solidaire du groupe, le film « territoires perdus » qui va passer le 20 avril sur ARTE. Des contacts ont été pris avec l'Association des Amis de la RASD, afin de coordonner si possible la projection et la venue du réalisateur dans plusieurs lieux.

Et l'action va continuer : la cause du peuple sahraoui est celle de tous les démocrates, de tous ceux qui refusent la complicité indigne du gouvernement français avec l'occupant marocain. Lutter aux côtés des Sahraouis, c'est agir pour la liberté de tous les peuples opprimés dans le monde.

Guy Castelly

Les jeunes de l'Isère au Marathon

Le Comité Isère-Ardèche s'est créé depuis deux ans suite à un accueil d'enfants sur plusieurs années qui a favorisé le fonctionnement en continu d'un groupe nouveau de soutien dans ces deux départements. La majorité de ses membres viennent du scoutisme et font régulièrement participer les enfants sahraouis aux initiatives des mouvements scouts et guides locaux. En réciprocity, des jeunes d'Isère et d'Ardèche préparent des projets dans les campements.

Voilà quelques extraits de la lettre qu'ils viennent de nous adresser : « Nos familles ou celles de nos amis accueillent chaque été de jeunes enfants des camps sahraouis. Nous sommes un groupe de 4 jeunes âgés de 14 à 16 ans et nous avons décidé de partir à Smara pour rencontrer les jeunes là-bas. Pour préparer ce voyage nous avons tourné un film qui présente nos vies à Grenoble qui nous permettra d'abord d'échanger. En plus nous allons participer au marathon du Sahara le 28 février.

A notre retour nous voulons témoigner de ce que nous avons découvert et envisageons de tourner aussi un film dans les campements. Nous le présenterons aux familles d'accueil, aux amis scouts et au lycée. En espérant que notre témoignage permettra aux gens de se renseigner et de construire leur propre opinion sur la situation de ce peuple ».



Juste avant de courir. Photo Isabelle Marmet

TIFARITI libérée, le 27 février 2011

35^e anniversaire de la proclamation de la RASD



À la tribune les jeunes d'El Aïoun au Sahara occupé parmi les leurs. Photo P. Margaté

La délégation française officielle était composée de Sonia Guénine, maire adjointe de Vitry sur Seine, en charge des relations internationales, de la culture de paix et des jumelages ; de Patrick Margaté, représentant du PCF, en charge des relations internationales pour les pays du Maghreb, et de moi-même pour représenter l'association des amis de la RASD.

A Tifariti, au cœur des territoires libérés et à quelques kilomètres du mur de la honte, le défilé de l'infanterie militaire nous a permis d'observer pendant deux heures le passage d'environ 3 200 hommes et 600 femmes préparés, défilé clos par les commandos d'élite et la troupe montée sur dromadaires. Tout chiffre n'étant qu'indicatif, je ne peux alors m'empêcher de penser que ce peuple ignoré, oublié, bafoué mais uni est plus nombreux que la population, par exemple, du Luxembourg, de Monaco, de la Namibie ou du Qatar !

Dans la tribune des délégations étrangères, sans aucun doute moins importantes qu'aux festivités précédentes (actualité oblige ?), les jeunes étaient très présents et en particulier une trentaine d'entre eux – venue spécialement des territoires occupés et qui, très expressive, a scandé avec force le nom du campement de la dignité « *Gdeim Yzik* » – de là jusqu'au champ de tir où ont été détruites des centaines de mines antipersonnelles récupérées par les acteurs du Centre « *Land Mine Action* ». Ce groupe a fait silence pour écouter le discours du président Abdelaziz : « *nous nous inclinons avec un profond respect devant les héros de Gdeim Izik*, cette épopée légendaire qui a donné au monde entier une extraordinaire leçon de résistance pacifique et créative face à l'injustice et à la tyrannie, défiant l'intervention barbare de l'armée marocaine qui n'a épargné ni femmes, ni enfants, ni vieillards, ni handicapés...* ». Auparavant nous avons tous bien entendu que le président appelait aussi « *le gouvernement de la France, berceau des droits de l'homme, à cesser de soutenir la thèse expansionniste marocaine et à tenir compte du fait que l'on ne peut pas indéfiniment mépriser les droits des peuples à l'exemple de ce mépris à l'égard du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination* ».

Après le défilé, juste avant que le président ne coupe le cordon de l'inauguration des salles du musée anthropologique et historique de Tifariti, j'ai pu l'embrasser au nom de vous tous ; nous étions donc trois français, répondant aux questions de chacun, journaliste des médias officiels ou non, sans honte d'être si peu nombreux et conscients de participer à un moment historique. Au cours de la soirée – après quatre heures de spectacle alternant musique électronique, chants traditionnels et contemporains, danses, séquences théâtrales, déclamations de poètes venus de Mauritanie, et interventions des représentants étrangers, celle de Patrick Margaté au nom du PCF, a suivi celle de la députée suédoise Lotta Johnson Fornarve (Left part/Vanster Partiet) et celle de Luciano Ardesi de l'ANSPS de Rome au nom de la Task Force ; celle de Patrick m'a semblé aussi très appréciée, devant un public enthousiaste aux cris répétés « *d'autodétermination* ».

Enfin, le premier ministre Abdelkader a reçu notre délégation et j'ai eu le temps de présenter les priorités de l'AARASD et du 2^e forum des observateurs internationaux. Je revenais en ces lieux pour la première fois depuis 1994 : j'ai fait le choix de ne pas prendre de photo !

Mireille BRUN, le 8 mars 2011

* Gdeim Yzik, pour mémoire : « *campement de la dignité* » installé avec les premières tentes dès le 10 octobre 2010, à une quinzaine de kilomètres d'El Aïoun, à l'initiative d'un petit nombre de jeunes sahraouis pour protester pacifiquement contre leur marginalisation sociale et politique dans leur propre pays et réclamer le respect de leurs droits ; « *En quelques jours des milliers de familles sahraouies, venues principalement de Laâyoune, mais aussi des principales villes du Sahara et même d'Espagne, ont rejoint le campement ; il comptait environ 20 000 personnes réparties dans plus de 8 000 tentes le dimanche 24 octobre* » – comme en témoigne Lise Trégloze présente sur les lieux. Le 8 novembre, à l'aube, ce camp a été brutalement démantelé par les forces de sécurité marocaines.

ADHÉSION ET ABONNEMENT 2011

Vous êtes adhérent, vous recevez régulièrement notre journal...

L'année 2011, l'année de l'affirmation renouvelée de l'intacte détermination des Sahraouis à obtenir leur droit à s'autodéterminer et à être indépendants, mérite tout votre engagement !

Aussi dès ce journal reçu pas d'hésitation !

Renouvelez votre adhésion, votre abonnement

Adhérez pour la première fois et aidez-nous, en vous abonnant, à faire vivre ce journal qui donne régulièrement les infos sur la question du Sahara et sur les solidarités en France.

Suite à son voyage dans les campements sahraouis, Manu Chao les salue chaleureusement sur son site et nous invite à mieux les connaître et à ne jamais les oublier.

www.manuchao.net/news/free-saharawi/index.php

Sahara Info

Bulletin de l'Association des Amis de la RASD
356, rue de Vaugirard 75 015 Paris

Directeur de la publication : **Francis Jacob**
Responsable de rédaction : **Régine Villemont**
Comité de rédaction : **Régine Villemont, Mireille Szatan-Millet, Philippe Riché, Matthieu Liégeois, Claude Mangin**
Photographes : **Lise et Tony, Claude Mangin, Jean-Luc Menuet, Fabienne Rebérioux, Isabelle Marmet, P. Margaté.**

Mise en page : **Matthieu Liégeois**

Imprimé par Triskel Média

Mars 2011 « dépôts légal » n° 153/154

prix de l'abonnement : 14 euros

Numéro de commission Paritaire : **1110 G 87902**

Numéro d'ISSN : **0150-262X**

Abonnez-vous, 4 numéros par an pour 14 €
Recevez toute l'actualité du peuple sahraoui !

Adhésion 2010 : 14 €, 22 € ou 66 €
Devenez un ami de la RASD

Envoyer vos coordonnées et votre règlement à
(Pensez à séparer l'adhésion et de l'abonnement)

CCP 19 303 94 K PARIS

AARASD 356 Rue de Vaugirard 75 015 Paris

Les Sahraouis fêtent leur République !

Une république en exil depuis 35 ans, un peuple séparé de part et d'autre d'un mur, « mur de la honte », des dizaines de prisonniers politiques pour avoir dit leur attachement à leur drapeau. Ainsi vont les luttes pour la liberté et l'indépendance. Et cependant les Sahraouis ont fêté leur République et nous étions avec eux !

Une belle salle à Mantes-la-Ville, des musiciens, des gâteaux en quantité et le spectacle autant dans la salle que sur la scène !

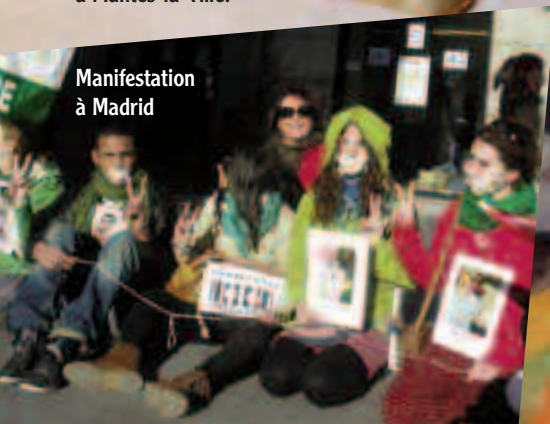
En effet, les familles sahraouies étaient venues nombreuses des quatre coins de Paris-banlieue, du Mans pour faire la fête. Trois générations s'y sont retrouvées ! Les plus anciens venus dans les années soixante travailler dans l'automobile, leurs enfants et petits-enfants maintenant. Tout ce monde s'est retrouvé dans un beau chahut et a vibré aux chants traditionnels et patriotiques. La salle si animée s'est recueillie pour écouter les textes de Brahim Sebbar, prononcé avec émotion par son auteur qui a évoqué avec force ses années de prison. Les réunions sahraouies se terminent toujours par de la poésie !

Bravo à l'Association des Sahraouis de France pour avoir organisé ce bel anniversaire qui a témoigné de l'immense vitalité des Sahraouis de France attachés comme leurs frères des campements ou du Sahara occupé à défendre l'indépendance de leur pays. Mais ils se ressentent aussi en exil ainsi Fatna Laaouissid qui nous transmet son témoignage (extraits) : « *L'exil est une prison aux murs invisibles et infranchissables... Pour beaucoup de Sahraouis l'exil est un quotidien... mais la douleur la plus profonde est la séparation de nos familles... ne pas savoir comment ces vies, autrefois si proches, ont évolué... ne pas être au courant de nouvelles naissances, de décès... Combien de martyrs, de vies volées faudra-t-il encore pour trouver une solution à notre problème ? Le peuple sahraoui ne possède pas grand chose mais il possède son honneur et sa dignité* ».



Le gâteau
à Mantes-la-Ville.

Une jeunesse sahraouie rassemblée à El Aïoun ce 12 mars 2011 pour une même revendication, l'autodétermination.



Manifestation
à Madrid

